

Publié le 26 novembre 2015

## Migrants : que Daech ne dicte pas ses lois à l'Europe !

La question des migrants n'a pas fini d'occuper les agendas des responsables politiques des pays européens. Jour après jour, les pays prennent des mesures pour colmater les brèches de leurs frontières prises d'assaut par le gigantesque flot de migrants qu'aucune politique commune ne parvient à canaliser. Et la découverte qu'au moins un des terroristes responsables du bain de sang du 13 novembre à Paris faisait partie des migrants ayant débarqué récemment en Grèce vient discréditer les politiques d'accueil de certains États.

Angela Merkel s'est vue sommée par les ministres européens de l'intérieur de modérer sa générosité à l'égard des réfugiés syriens : «Elle a exacerbé le problème, à elle de le régler !» rapporte [Le Figaro](#). Donald Tusk, le président polonais du Conseil Européen, l'a publiquement rappelée à ses devoirs avant la Conférence de Malte : «En tant que pays moteur de l'Europe, l'Allemagne a la responsabilité de contrôler les frontières extérieures de l'UE, de manière énergique si nécessaire.» Le désir de certains de ses partenaires européens n'est ni plus ni moins qu'elle revienne sur sa décision d'accueillir 1 million de réfugiés syriens.

Et pour ce faire, les grands moyens sont employés. Selon ce que rapporte [BFMTV](#), le Premier Ministre slovène Miro Cerar a décidé, après la Hongrie et la Croatie, d'installer des «obstacles techniques, y compris le cas échéant une clôture», afin d'éviter la «submersion» de ce petit pays de 2 millions d'habitants devenu porte d'entrée dans l'UE. Le lendemain, c'était au tour de l'Autriche de décider la mise en place «d'une clôture de 3,7 km à la frontière slovène» révèle [L'Express](#). Selon [Le Figaro](#), «le chancelier autrichien, Werner Faymann, avait mis en garde en octobre l'UE lors du sommet restreint sur la route des Balkans organisé à Bruxelles : Soit on consolide l'unité de l'Europe, soit on lance un processus de lente décomposition.» Et la Suède elle-aussi, «pays de l'Union Européenne accueillant le plus grand nombre de réfugiés rapportés à sa population», a annoncé le 11 novembre le rétablissement pour une durée de 10 jours des contrôles à ses frontières, indique [Le Monde](#). Le ministre de l'intérieur, Anders Ygeman, justifie ainsi sa décision : «Il y a un nombre record de réfugiés qui arrivent en Suède. L'Office des migrations est sous forte pression [...] et la police estime qu'il existe une menace contre l'ordre public. [...] Les gens sont obligés de dormir sous des tentes, dans les bureaux de l'office ou dans des centres d'évacuation. Nous ne remplissons plus notre mission qui est d'offrir un toit à chacun.»

C'est donc essentiellement de l'arrivée en Europe des migrants en provenance du Proche-Orient dont il a été question à la Conférence de Malte, regroupant une cinquantaine de dirigeants africains et européens. Et la stratégie européenne a changé : «Les Européens cherchent leur salut auprès de l'Afrique et de la Turquie» titre [TV5Monde](#) avec une urgence majeure : «Sauver Schengen !». «Le

contenu du plan est connu. L'UE demande à la Turquie, qui accueille déjà 2,2 millions de réfugiés principalement syriens, de freiner leur départ en lui donnant les moyens financiers d'en accueillir davantage.» Les pays africains, à qui l'on demande de reprendre chez eux leurs ressortissants ayant tenté d'immigrer, sont mécontents : «C'est ce traitement différencié que nous condamnons, parce que c'est discriminatoire», s'est insurgé le Président sénégalais Macky Sall. Les dirigeants africains ont aussi insisté sur «la nécessité de renforcer l'immigration légale vers l'Europe, dont ils ont souvent besoin économiquement, compte tenu de l'importance des sommes expédiées par les Africains vivant en Europe à leurs familles.»

Dans la jungle de Calais, la situation s'envenime. Des anarchistes altermondialistes du mouvement No Border poussent à la violence et au vandalisme. Pierre-Henry Brandet, porte-parole du ministère de l'Intérieur, l'affirme : «Il y a derrière la détresse de ces migrants un certain nombre de personnes irresponsables qui instrumentalisent cette misère à d'autres fins qu'à des fins humanitaires» rapporte [L'Obs](#), même si cela révèle l'état de non-droit du plus grand bidonville d'Europe, dénoncé par Marine Le Pen comme étant «un scandale inouï qui fait honte à la République Française» et dont Éric Ciotti demande le «démantèlement».

Et depuis les attentats sanglants du week-end dernier, les positions des États sur l'accueil des migrants se durcissent. Le 16 novembre, [Le Monde](#) révélait que «les empreintes relevées sur un des kamikazes qui a fait exploser sa ceinture devant le Stade de France correspondaient à celles d'un homme entré en Grèce, par l'île de Leros, le 3 octobre». Le nouveau gouvernement conservateur polonais, depuis les attentats de Paris, affirme : «Les décisions, que nous avons critiquées, du Conseil Européen sur la relocalisation des réfugiés et immigrants vers tous les pays de l'UE ont toujours la force du droit européen. Après les événements tragiques à Paris, nous ne voyons pas la possibilité politique de les respecter» rapporte [Le Figaro](#). «Paris change tout» confirme le ministre des Finances de Bavière, Markus Söder, élu du CSU, au point que dans le camp même d'Angela Merkel, on craint que cette situation ne coûte son poste à la chancelière.

Cependant, le G20, réuni dernièrement à Antalya, comme pour calmer la peur provoquée par les attentats, a ouvert le débat à la dimension internationale : «Nous appelons tous les États à contribuer à répondre à cette crise et à partager le fardeau qui y est lié, notamment par la relocalisation des réfugiés, les droits d'entrée humanitaire, l'aide humanitaire» publie [Les Échos](#).

Le Cardinal Vingt-Trois, dans son homélie donnée dimanche dernier à Notre-Dame de Paris en hommage aux victimes des attentats, appelle à **ne pas céder à la détresse et au désarroi** : «En ces jours d'épreuve, chacun de ceux qui croient au Christ est appelé au témoignage de l'espérance pour lui-même et tous ceux qu'il essaie d'accompagner et de soulager. Au moment où va s'ouvrir, dans quelques semaines, l'année de la miséricorde, nous voudrions, par nos paroles et nos actions, être des messagers de l'espérance au cœur de la souffrance humaine». Cette homélie est retranscrite par [Paris-Catholique](#).

Rédaction SRP

Retrouvez cet article sur notre [site](#)